

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en 27 januari 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Voor de toepassing van de artikelen 3 en 4 worden gelijkgesteld met werkloosheidsperiodes :

1° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen werkloosheids- of wachtuitkeringen worden betaald, behalve als het gaat om een administratieve sanctie of een uitsluiting die besloten is overeenkomstig de artikelen 51 en 52 of 153 tot 156 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

2° de periodes waarvoor een uitkering werd betaald overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes van gevangenisstraf in België;

4° de verblijfperiodes in Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg tewerkgesteld in het kader van de in Duitsland gelegerde Belgische strijdkrachten;

5° de door vakantiegeld gedekte werkloosheidsperiodes;

6° de periodes waarin de werknemer een door de « FOREM », het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » of het « A.W.I.P.H. » georganiseerde of erkende beroepsopleiding heeft gevolgd;

7° de periodes waarin de werkloze geen werkloosheidsuitkering heeft genoten overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen bestaansminimum of sociale hulp is betaald;

9° de periodes van loonarbeid die, samengevoegd, niet langer duren dan drie maanden voltijdse tewerkstelling;

10° de periodes van deeltijdse tewerkstelling;

11° de periodes van tewerkstelling in het kader van het derde arbeidscircuit;

12° de periodes van tewerkstelling als gesubsidieerde contractueel;

13° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983;

14° de periodes van tewerkstelling in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 31 mei 1990;

16° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 19 mei 1994;

17° de periodes van tewerkstelling als werknemer in het kader van bovenvermeld decreet van 18 juli 1997. »

Art. 6. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs assimilés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 96, § 2, et 97, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment l'article 4, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 1998 (I et II), 26 mars 1998 et 2 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 9 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que le plan d'action belge 1998 pour l'emploi, établi dans le cadre des lignes directrices européennes pour l'emploi, prévoit l'harmonisation et la simplification des différentes mesures en faveur de l'emploi, que l'Etat fédéral et les Régions sont convenus lors de la conférence interministérielle de l'emploi du 13 mai 1998 de procéder à cette harmonisation et à cette simplification et qu'il s'indique dès lors que ces mesures soient prises sans tarder pour qu'elles figurent dans l'évaluation du plan d'action belge 1998 qui sera réalisée en avril 1999 pour être présentée à la Commission européenne en juin conformément à ce que le Sommet européen de Vienne a décidé en décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la concertation prévue à l'article 6, § 3bis, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a eu lieu;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Peuvent occuper un emploi d'A.C.S. le chômeur complet indemnisé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes et des Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat. »;

b) le § 2 est abrogé;

c) le § 6, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 (II) et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998, est abrogé;

d) au § 7, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 (I), les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. La prime est liquidée trimestriellement par le FOREM sur production des pièces justificatives suivantes :

- 1° la fiche individuelle du travailleur;
- 2° le relevé trimestriel de prestation;
- 3° la copie de la fiche de paie.

Ces pièces justificatives doivent être produites au cours du mois qui suit le trimestre auquel elles sont afférentes.

Passé ce délai, le FOREM n'est plus tenu de payer la prime. »

Art. 4. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 94, § 1, Absatz 1, 96, § 2 und 97, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, insbesondere des Artikels 4, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (I und II), vom 26. März 1998 und vom 2. April 1998;

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, daß der im Rahmen der europäischen Beschäftigungsleitlinien aufgestellte belgische Aktionsplan 1998 für die Beschäftigung eine Angleichung und eine Vereinfachung der verschiedenen Maßnahmen zugunsten der Beschäftigung vorsieht; daß der Föderalstaat und die Regionen bei der interministeriellen Konferenz über die Beschäftigung vom 13. Mai 1998 beschlossen haben, diese Angleichung und diese Vereinfachung durchzuführen und daß es infolgedessen erforderlich ist, daß diese Maßnahmen unverzüglich getroffen werden, damit sie in der Bewertung des belgischen Aktionsplans 1998 erscheinen, welche im Monat April 1999 vorgenommen wird, um der Europäischen Kommission im Monat Juni gemäß der Entscheidung des Europäischen Gipfels von Wien vom Dezember 1998 vorgestellt zu werden;

Aufgrund des am 23. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß die in Artikel 6, § 3 bis, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen vorgesehene Konzertierung stattgefunden hat;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) § 1 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Der entschädigte Vollarbeitslose, der Arbeitslosengeld oder eine Wartebeihilfe für alle Tage der Woche bezieht, sowie die folgenden gleichgestellten Personen können eine Stelle als A.C.S. besetzen:

- 1° die in Artikel 30, Absatz 3, 7° und in Artikel 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses erwähnten Arbeitslosen;
- 2° die in Artikel 29 des Königlichen Erlasses erwähnten Teilzeitarbeitslosen;
- 3° die Arbeitslosen, die Arbeitslosengeld vorläufig beziehen;
- 4° die Arbeitnehmer, die in einem Unternehmen für angepaßte Arbeit beschäftigt sind und die Arbeitnehmer, die gemäß Artikel 78 des Königlichen Erlasses in denselben Unternehmen beschäftigt sind;
- 5° die Empfänger einer Einkommensersatzbeihilfe oder einer Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;
- 6° die Arbeitslosen, deren Anrecht auf Arbeitslosengeld in Anwendung von Artikeln 80 bis 88 des Königlichen Erlasses aufgehoben wurde;
- 7° die in Artikeln 89 oder 90 des Königlichen Erlasses erwähnten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die eine Berufsausbildung ablegen, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

9° die Empfänger des Existenzminimums, das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum vorgesehen ist, und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren beschäftigt sind;

10° die Sozialhilfeempfänger, die kein Recht auf das Existenzminimum aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit haben und die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im dritten Arbeitsweg beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 über die Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Beistandsprojekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

13° die als bezuschußtes Vertragspersonalmitglied beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden;

15° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

16° die Arbeitnehmer, die gemäß dem Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt werden;

17° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden.

Die Situation der in Absatz 1 erwähnten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.«;

b) § 2 wird aufgehoben;

c) § 6, ersetzt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (II) und abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998, wird aufgehoben;

d) in § 7, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (I), werden die Absätze 1 und 2 aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 3 - Ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Art. *6bis* - Die Prämie wird quartalsweise vom «FOREM» gegen Vorlage der folgenden Beweisstücke gezahlt :

1° die Personalkarte des Arbeitnehmers;

2° das Quartalsverzeichnis der Leistungen;

3° die Abschrift der Lohnkarte.

Diese Beweisstücke müssen im Laufe des Monats nach dem betreffenden Quartal vorgelegt werden.

Nach Ablauf dieser Frist ist das «FOREM» nicht mehr verpflichtet, die Prämie zu zahlen. »

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94, § 1, eerste lid, 96, § 2, en 97, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (I en II), 26 maart 1998 en 2 april 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op het feit dat het Belgische actieplan 1998 inzake werkgelegenheid, dat opgemaakt is in het kader van de Europese richtlijnen inzake werkgelegenheid, voorziet in de harmonisatie en vereenvoudiging van de verschillende maatregelen inzake werkgelegenheid, dat de federale Staat en de Gewesten tijdens de interministeriële werkgelegenheidsconferentie van 13 mei 1998 beslist hebben die harmonisatie en vereenvoudiging te verwezenlijken en dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen getroffen moeten worden indien ze moeten worden opgenomen in de evaluatie van het Belgische actieplan 1998, die in april 1999 zal worden doorgevoerd en in juni zal worden voorgelegd aan de Europese Commissie, overeenkomstig hetgeen werd beslist op de Europese Top van Wenen in december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 februari 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het overleg bedoeld in artikel 6, § 3bis, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft plaatsgevonden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Geco-banen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttuitkeringen genieten en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

- 1) de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit;
- 2) de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit;
- 3) de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;
- 4) de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van het koninklijk besluit;
- 5) de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;
- 6) de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit;
- 7) de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van het koninklijk besluit;
- 8) de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;
- 9) de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 10) de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;
- 11) de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;
- 12) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 13) de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;
- 14) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;
- 15) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 16) de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;
- 17) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen. »;

b) § 2 wordt opgeheven;

c) § 6, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (II) en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998, wordt opgeheven;

d) in § 7, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (I), worden het eerste en het tweede lid opgeheven.

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6bis. De « FOREM » betaalt de premie om de drie maanden tegen overlegging van de volgende bewijsstukken :

- 1° het individuele loonstrookje van de werknemer;
- 2° de driemaandelijke staat van de dienstverstrekkings;
- 3° een afschrift van het loonstrookje.

Die bewijsstukken moeten overgelegd worden binnen de maand na het kwartaal waarop ze betrekking hebben. Na afloop van die termijn is de « FOREM » niet meer verplicht de premie te betalen. »

Art. 4. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1191

[C - 99/27316]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, confirmé par la loi du 6 décembre 1984 (II), notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, notamment l'article 11;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 9 février 1999;

Vu la concertation avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique de l'égalité des chances;

Vu la délibération du Gouvernement wallon, le 4 février 1999, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11 L'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi procède au recouvrement, par toutes voies de droit, des sommes indûment perçues. »

Art. 2. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1191

[C - 99/27316]

1. APRIL 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, bestätigt durch das Gesetz vom 6. Dezember 1984 (II), insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);